Projet de loi constitutionnelle de protection de la nation

(N°3381)

Amendement

Présenté par M. Pierre-Yves le Borgn'

Article 2

Substituer la rédaction suivante :

« La loi fixe les conditions dans lesquelles une personne peut être punie de dégradation nationale lorsqu'elle est condamnée pour un crime ou un délit constituant une atteinte grave à la vie de la Nation »

Exposé sommaire

La nouvelle rédaction de l'article 2 présentée par le Premier ministre devant la Commission des Lois le 26 janvier fait disparaître la mention initiale des binationaux. Cependant, comme le Premier ministre a annoncé également que la France ratifierait la convention internationale de 1961 interdisant de créer des apatrides, ce cumul de deux bonnes nouvelles aboutit de facto à une mauvaise : la déchéance de nationalité concernera les seuls binationaux, consacrant ainsi une rupture d'égalité entre les Français.

Le respect du principe d'égalité ne peut conduire à introduire le principe d'une déchéance de nationalité qui ne s'appliquerait qu'aux binationaux. Il s'agit de prévoir dans la Constitution le principe d'une peine symbolique, qui frappe tous les citoyens français condamnés pour un crime ou un délit constituant une atteinte grave à la vie de la Nation et exprime leur mise à l'écart de la communauté nationale. Cette peine peut être la dégradation nationale, qui se traduirait par l'exclusion des fonctions publiques, des fonctions de direction dans les entreprises, des fonctions juridiques et de l'enseignement ainsi que la perte du droit de vote et d'éligibilité, la perte du rang dans les forces armées, le retrait de toutes les décorations et la confiscation de tout ou partie des biens.